

Journal d' Afghanistan

Février 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

VIDEO

Afghanistan - le prix de la vengeance Enregistré sur France 3 le 10 décembre 2012 [Cliquer ci-dessous pour voir la vidéo :](#)

<http://mai68.org/spip/spip.php?article4757>

BREVES

Dix civils, dont 5 enfants, tués dans un bombardement de l'Otan

RIA Novosti - 13/2/2013

Dix civils, en grande partie des femmes et des enfants, ont été tués lors d'un bombardement de l'Otan dans la province du Kunar.

« Cinq enfants, quatre femmes et un homme ont été tués dans l'attaque », qui était également terrestre et impliquait des forces afghanes, a déclaré Sayed Fazulullah Wahidi, le gouverneur de la province.

Quatre enfants ont aussi été blessés.

Le major Adam Wojack, porte-parole de l'Isaf, a déclaré avoir été informé d'un incident qui "correspondait" à celui de Kunar, mais n'a pas pu confirmer le nombre de victimes.

"Nous prenons au sérieux toutes les accusations de victimes civiles et nous sommes en train d'examiner l'incident pour éclaircir davantage les faits", a-t-il dit.

Ces bombardements ont coûté la vie à des centaines de civils depuis l'invasion du pays en 2001.

[Attentat contre un convoi de l'OTAN](#)

25/01/2013

AP

Un attentat suicide à la voiture piégée contre un convoi de l'OTAN dans la province de Kapisa a fait quatre morts et plusieurs blessés.

Zabihullah Mujahid, porte-parole des talibans, fait état de 12 soldats américains tués et blessés.

[Afghanistan: la guerre terminée courant 2014 \(Obama\)](#)

13/02/2013

<http://fr.rian.ru/world/20130213/197513342.html>

Le président américain Barack Obama a officiellement annoncé le retrait en 2013 de 34.000 militaires actuellement déployés en Afghanistan et la fin de la guerre dans ce pays avant fin 2014.

"Nous avons déjà renvoyé chez eux près de 33.000 braves militaires. Aujourd'hui, je peux vous annoncer que 34.000 militaires américains de plus pourront retrouver leurs familles cette année. Le retrait des troupes se poursuivra. D'ici fin de l'année prochaine, la guerre en Afghanistan prendra fin", a déclaré le chef de l'Etat américain dans un message adressé au Congrès.

Les médias ont annoncé qu'avant de faire cette déclaration, M.Obama avait informé de ses projets le président afghan Hamid Karzaï, le premier ministre britannique David Cameron et la chancelière allemande Angela Merkel.

Selon les médias, le contingent américain en Afghanistan compte actuellement près de 66.000 hommes.

RETRAIT D'AFGHANISTAN: DISCUSSIONS ANIMEES ENTRE KARZAI ET WASHINGTON

Le président afghan Hamid Karzaï devrait avoir des discussions animées jeudi et vendredi à Washington avec le président Barack Obama et ses deux ministres de la Défense et des Affaires étrangères à propos de l'ampleur du retrait des troupes américaines d'Afghanistan fin 2014.

Le chef de l'Etat afghan, arrivé mardi aux Etats-Unis, sera vendredi le premier visiteur de l'année à la Maison Blanche, au lendemain d'entretiens avec le patron du Pentagone Leon Panetta et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Un dîner de travail est programmé jeudi soir au département d'Etat.

Des responsables des deux pays ont laissé entendre ces derniers jours qu'une décision pourrait être prise sur le nombre de soldats américains déployés en Afghanistan --ou plus probablement sur le rôle et la mission de ces militaires-- après les opérations de combat de l'Otan qui se terminent à la fin 2014.

L'Afghanistan sera plus sûr sans l'Otan (Karzaï)

<http://fr.rian.ru/world/20130114/197217400.html>

L'Afghanistan sera "plus sûr" après le retrait des troupes étrangères de son territoire programmée d'ici à la fin 2014, a déclaré lundi à Kaboul le président afghan Hamid Karzaï lors d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une visite de quatre jours aux Etats-Unis.

Interrogé sur le risque de détérioration de la sécurité dans le pays après le départ des forces de l'Otan, le président afghan a répondu: "En aucun cas. L'Afghanistan sera un endroit plus sûr et meilleur".

Dans le même temps, le chef de l'Etat afghan a souligné que l'octroi de l'immunité juridique aux militaires américains qui pourraient rester en Afghanistan au-delà de 2014 serait décidé par les membres de la Loya Jirga (Assemblée nationale supérieure).

"Le gouvernement n'est pas en mesure de décider de cette question, c'est au peuple afghan d'en décider", a expliqué M.Karzaï.

Le président US Barack Obama a prévenu qu'une éventuelle présence de soldats américains sur le sol afghan au-delà de 2014 n'était envisageable que si Kaboul acceptait de leur accorder une immunité juridique.

L'Otan compte actuellement 100.000 soldats en Afghanistan, dont 68.000 sont des Américains.

Le président Karzaï souhaite le maintien de troupes américaines dans son pays afin d'appuyer les forces afghanes, mais des détails importants sur le rôle précis et le statut de ces militaires doivent encore être réglés.

Le Pentagone prévoit de réduire à 3.000, 6.000 ou au maximum 9.000 hommes sa présence en Afghanistan après 2014, avançant il y a quelques jours le Wall Street Journal. Ces estimations, inférieures à ce qui était prévu, font suite à une demande du président Obama, selon le quotidien.

Comme il l'a fait pour l'Irak, M. Obama veut mettre un terme à la plus longue intervention militaire américaine et étudie la possibilité de ne laisser aucun soldat en Afghanistan après 2014, avait indiqué mardi le conseiller adjoint à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Ben Rhodes.

Mais "nous n'écarterons aucune hypothèse. Nous ne sommes pas guidés par l'objectif d'un nombre précis de soldats dans le pays", avait précisé ce haut responsable interrogé sur ce que la presse appelle "l'option zéro" soldat américain en Afghanistan.

Toutefois, pour des experts de ce pays à Washington, comme l'ancien diplomate James Dobbins qui avait contribué à la mise sur pied du gouvernement Karzaï fin 2001, cette "option zéro" s'apparente plus à "une tactique pour négocier" avec le tumultueux président afghan.

Le nombre de troupes que Washington voudra laisser après 2014 dépend surtout de l'argent que les

Américains -- en difficultés budgétaires et lassés des interventions à l'étranger -- voudront dépenser au terme de 11 ans d'une guerre lancée par George W. Bush après le 11-Septembre, explique l'expert du centre de réflexion RAND.

"Plus vous paierez, moins vous prendrez de risques", résume M. Dobbins.

Mais M. Obama veut avant tout que l'armée afghane ait les moyens de se défendre seule face aux talibans et à Al-Qaïda. Car l'Otan et les forces afghanes n'ont jamais réussi à mater l'insurrection islamiste et beaucoup d'observateurs redoutent le retour au pouvoir des talibans après 2014 face à une armée afghane qui se serait alors désintégré.

Ce qui explique la volonté de M. Karzaï de convaincre les Etats-Unis de laisser en Afghanistan du matériel militaire, notamment des équipements aériens, pense Marvin Weinbaum du Middle East Institute.

Le président afghan "ne veut pas que les Etats-Unis se retirent complètement, mais il sait bien qu'ils ne le feront pas. C'est le point central de la négociation", analyse le spécialiste.

Le programme de la visite de M. Karzaï ne prévoit pas de rencontres avec les prochains secrétaires d'Etat et secrétaire à la Défense, John Kerry et Chuck Hagel, nommés par le président Obama mais qui doivent être confirmés par le Sénat. Ces deux hommes sont des vétérans du Vietnam et considérés comme des partisans d'un retrait de grande ampleur d'Afghanistan.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=86&frid=86&eid=91331>

Afghanistan - La guerre n'est pas finie !

Claudine Pôlet - 27.12.2012

Notre gouvernement, nos parlementaires et nos medias multiplient les bilans idylliques, les commissions, les débats de presse pour s'efforcer de montrer que l'Otan met fin à la guerre en Afghanistan, que la page est bientôt tournée, qu'une nouvelle époque est en train de naître, dominée par la coopération, la reconstruction de l'Afghanistan.

Ce rideau de fumée voile à peine la brutale réalité : tout d'abord, des combats font rage tous les jours, des populations civiles sont tuées ou grièvement blessées tous les jours, des militaires des troupes d'occupation internationales sous étiquette Isaf meurent également, les conditions de vie (de survie) des gens sont extrêmement dures, des réfugiés afghans dans notre pays et chez nos voisins sont expulsés et renvoyés à Kaboul, puisqu'il n'y a soi-disant plus de danger, et sont menacés de mort, eux et leurs familles. Mais surtout, l'Otan met en place un énorme programme pour rester en Afghanistan, au moins jusqu'en 2024.

Il y a pour le moment, des mouvements de retrait de certaines troupes sous commandement Otan. A voir de plus près, sur les plus de 150.000 militaires étrangers actuellement sur le sol afghan, le retrait concernera moins de 100.000 soldats. Par exemple, La Belgique gardera sur place la moitié de ses soldats et tous ses F-16. Les 350 Belges qui ont quitté l'aéroport de Kaboul, sont déjà remplacés par des militaires d'autres pays de l'Otan ou coalisés avec l'Otan .

On ne fait que répéter que le retrait concerne « les opérations de combat ». Les forces militaires restantes serviraient à renforcer les cadres de l'armée et de la police afghanes, à assurer des missions de formation : ces forces de sécurité dites autochtones seraient au nombre de 200 à 300.000 après 2014. De l'aveu même des officiers Otan chargés de cet encadrement, chaque année, depuis 2003 (date où l'Otan a pris le commandement de la guerre) , la moitié des soldats afghans engagés désertaient dès qu'ils avaient eu leur solde et leur entraînement. En quoi consistera donc la mission de formation et d'encadrement de ces forces afghanes après 2014, si ce n'est soit de les réprimer très sévèrement, soit de faire des opérations dites anti-terroristes à leur place !

Aucun partenariat de l'Otan avec un quelconque gouvernement afghan (même après des élections) n'est admissible ni même viable. Ce n'est vraiment pas l'heure de tourner la page, mais il faut, comme l'ont soutenu en permanence plusieurs associations du mouvement de paix, maintenir nos revendications: Pour rappel, la Plate-forme contre la Guerre exigeait le retrait des troupes belges d'Afghanistan et le retour des 6 F-16, engagés dans des opérations de surveillance et qui participaient en réalité à des opérations de combat. Nous dénonçons aussi la confusion entre intervention militaire et le travail humanitaire et nous exigeons l'indépendance totale des associations humanitaires et de coopération civile, par rapport aux actions militaires.

On dénonçait en outre le mensonge de la guerre dite humanitaire, d'une possible intervention humanitaire de l'armée belge et de la coalition militaire internationale dirigée par l'Otan, et l'hypocrisie qui consistait à se servir du « mandat » de l'ONU, de l'étiquette de l'ISAF (qui est une mission ONU reconduite tous les ans depuis 2001 par le Conseil de Sécurité) pour légitimer l'occupation de l'Afghanistan.

20 SEAL qui ont participé à la traque de Ben Laden sont morts

<http://lejournaldusiecle.com/2013/01/16/20-seal-qui-ont-participe-a-la-traque-de-ben-laden-sont-morts/>

Un mystère entoure le sort des hommes impliqués dans la traque d'Oussama Ben Laden.

21 soldats du SEAL (unité spéciale des opérations de l'US Navy) qui ont participé par exemple à l'opération « Trident de Neptune », sont morts, soit par suicide ou lors de missions de combat en Afghanistan.

Job Price 42 ans, commandant en chef de la Team 4, se serait suicidé le

Les décès couvrent la moitié de l'équipe qui a traqué le terroriste saoudien à Abbottabad, au Pakistan, le 2 mai 2011.

Le 6 Août 2011, un accident d'hélicoptère en Afghanistan a tué 20 soldats de la Team 6 qui avaient participé à la mission.

C'est dans ce contexte où quasiment tous les témoins de cette opération sont désormais morts, que devant trois juges de la cour d'appel de Washington, une organisation – « Judicial Watch » – a fait appel de la décision du gouvernement américain de ne pas publier les photos de la mort de Ben Laden dans l'objectif final d'obtenir leur publication

LE PENTAGONE CREE UNE NOUVELLE MEDAILLE POUR LES OPERATEURS DE DRONES

Le Pentagone a créé un nouveau type de médaille pour saluer les "réalisations extraordinaires" des opérateurs de drones, qui ne sont pas éligibles aux distinctions traditionnelles parce qu'ils ne mettent pas leur vie en danger, a annoncé mercredi Leon Panetta.

"Je suis heureux d'annoncer que j'ai formellement approuvé la création d'une Distinguished Warfare Medal", a déclaré le secrétaire américain à la guerre sortant, lors d'une conférence de presse.

Jugeant que les drones ont "changé la façon de faire la guerre", le ministre a expliqué que cette distinction reconnaît les actions des opérateurs de drones quand elles ont un "impact direct sur les opérations de combat".

"Cette récompense reconnaît la réalité de la guerre technologique dans laquelle nous sommes engagés au XXIe siècle", a-t-il estimé.

Depuis les attentats du 11-Septembre, les drones sont devenus l'arme de prédilection au Pakistan, au Yémen et en Afghanistan mais ont également été utilisés en Libye en 2011.

La flotte du Pentagone s'est considérablement étendue au fil des années pour atteindre en 2012 161 Predator, 54 Reaper, capables de larguer des missiles ou des bombes, et 25 drones d'observation Global Hawk, selon le Service de recherche du Congrès (CRS).

La CIA dispose également de sa propre flotte de drones, utilisés pour des éliminations ciblées de membres d'al-Qaïda. Selon le Washington Post, elle s'élèverait à "30 à 35".

Enquête sur la torture et la CIA: Le Sénat US évoque une terrible erreur

Après trois ans et demi d'enquête, une commission du Sénat américain a estimé que l'utilisation de "techniques d'interrogatoire musclé" était une "terrible erreur", a annoncé sa présidente jeudi.

Le rapport et ses 20 conclusions sont toutefois confidentiels et devront être examinés par des responsables de l'administration de Barack Obama avant une éventuelle déclassification, dans plusieurs mois.

"Je crois fermement que la création de +sites noirs+ clandestins de long terme et l'utilisation de +techniques d'interrogatoire musclé" ont été de terribles erreurs", a déclaré Dianne Feinstein, présidente de la commission du Renseignement, à l'issue d'une réunion à huis clos. "La majorité de la commission est d'accord".

Les sénateurs de la commission ont approuvé par neuf voix contre six ce rapport de 6.000 pages examinant le cas de chacun des détenus de la CIA, "les conditions dans lesquelles ils ont été détenus, comment ils ont été interrogés, les renseignements qu'ils ont effectivement fournis", selon Mme Feinstein.

Tous les républicains sauf un ont voté contre, illustrant la controverse qui continue d'entourer ces interrogatoires.

Plus de six millions de pages de documents de la CIA et d'autres agences de renseignement ont été étudiées par la commission, faisant de cette enquête "l'un des travaux de supervision les plus importants de l'histoire des Etats-Unis", a dit Mme Feinstein.

Le républicain John McCain, candidat malheureux à la présidentielle de 2008, et l'un des plus fermes opposants à la torture, réclame avec véhémence la publication de l'enquête "pour que tous les Américains puissent voir d'eux-mêmes le bilan".

"Ce que j'ai appris confirme ce que j'ai toujours cru (...): que le traitement cruel, inhumain et dégradant des prisonniers est non seulement mal par principe et une tache sur la conscience de notre pays, mais aussi une méthode inefficace et peu fiable d'obtenir des renseignements", a-t-il écrit dans une lettre à ses collègues.

La CIA a utilisé dix "techniques d'interrogatoire musclé" assimilées à de la torture par de nombreuses voix critiques.

Ces méthodes comprenaient la privation de sommeil, la mise à nu du détenu ou encore la simulation de noyade, à laquelle le cerveau autoproclamé des attentats du 11-Septembre, Khaled Cheikh Mohammed, a été soumis 183 fois lors de sa détention dans une prison secrète de la CIA en Pologne entre 2003 et 2006
ALMANAR

Afghanistan : On change de tonalité au haut commandement de l'OTAN

Damien Kerlouet

Anders F. Rasmussen semble avoir changé de vocabulaire lorsqu'il évoque le retrait d'Afghanistan.

Dans une interview accordée au quotidien britannique, The Guardian, aujourd'hui le secrétaire général de l'Alliance atlantique précise ainsi que «*si la situation le permet*», il «*n'exclut pas la possibilité d'une accélération du processus (de retrait) dans certaines zones*». La nuance est peut-être faible mais elle est bien présente. Face au discours de Chicago en mai dernier, Rasmussen annonce qu'à «*partir de maintenant et jusqu'en 2014, nous assisterons à des déclarations de redéploiements, de retraits ou de baisses des effectifs militaires...*». On pourrait donc changer le calendrier de Chicago qui avait fixé sans équivoque, à la fin de l'année 2014, le retrait de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (ISAF). Lorsque Rasmussen déclarait que l'alliance allait «*abaisser le nombre de ses soldats graduellement et de manière responsable, pour achever sa mission d'ici au 31 décembre 2014*».

De l'annonce du retrait des troupes françaises pour la fin de l'année 2012 avec l'élection de François Hollande à Chicago à l'annonce il y a quelques jours de la possible accélération du retrait des troupes britanniques par le ministre des affaires étrangères lui-même, Philip Hammond (Lire : [Philip Hammond évoque une accélération du retrait d'Afghanistan](#)), on sent ainsi une nette accélération des sorties.

Accélération dictée davantage par des considérations internes, et d'économie, que par les avancées sécuritaires sur place. Récemment, la Nouvelle-Zélande annonçait un retrait de ses troupes, également plus tôt que prévu (à l'origine en Avril 2013) ; décision calquée sur celle de son voisin australien qui l'avait déjà annoncé en avril dernier. D'autres retraits ont déjà été programmés : Les Néerlandais ont déjà quitté le sol afghan fin juillet et les Canadiens s'en vont l'année prochaine (sans escompter mettre de troupes pour l'après 2014). Il ne manquerait plus que l'Italie décide d'accélérer son propre calendrier (prévu pour l'instant pour fin 2014) afin de répondre aux exigences financières, pour que le Commandement de l'OTAN puisse s'affoler.

Pour l'instant M. Rasmussen déclare que le calendrier de retrait «*dépendra du niveau de sécurité sur le terrain*» et qu'aucun «*retrait accéléré ne devrait être perçu comme une course vers la sortie*». Mais on peut avoir des doutes. Des doutes concernant ces soudaines améliorations de la sécurité sur le terrain. D'ailleurs, le secrétaire général de l'OTAN le laisse entendre. «*Bien-sûr que les attaques internes (« green on blue ») ont sapé la confiance, absolument*». Avant d'ajouter, «*les leaders politiques des capitales engagées (en Afghanistan) savent très bien que ceci fait partie d'une stratégie visant à ébranler l'appui de l'opinion publique nationale ... la véritable cible, ce sont les politiques, les médias, les «faiseurs» d'opinion des pays partenaires et des nations alliées*». Différentes options seraient en étude selon *The Guardian* et une décision claire devrait apparaître dans les trois mois. «*Des décisions*

politiques seront prises en se basant sur les recommandations (du Général John Allen, le commandant américain des opérations de l'alliance en Afghanistan), et nous verrons comment nous nous adapterons au transfert de responsabilité vers les Afghans» admet Anders Rasmussen. Le Général Allen rendra son rapport avant la fin de l'année.

DOSSIERS

Un modèle de néocolonialisme pour le 21ème siècle

Alors que la date butoir de 2014 pour la fin des opérations de l'OTAN en Afghanistan se rapproche, le gouvernement Obama est en train de préparer la continuation d'une présence militaire américaine pour une durée indéterminée à l'avenir. Les projets que le New York Times a relatés soulignent le caractère prédateur et néocolonial de l'occupation dirigée par les Etats-Unis.

Peter Symonds

9 Janvier 2013

Selon le Times, le général John Allen, commandant en chef des forces américaines en Afghanistan, a soumis au Pentagone trois options pour la période d'après le soi-disant retrait des « troupes de combat » fin 2014. L'une des options veut maintenir le niveau des troupes américaines à 6.000, l'autre réclame 10.000 soldats, et la troisième est fondée sur une force de 20.000 hommes.

Comme l'ont expliqué des responsables anonymes de la défense, le point central des trois propositions est la continuation de la présence de « commandos de forces spéciales qui traqueraient les insurgés. » Des forces américaines supplémentaires seraient utilisées pour renforcer les forces de sécurité afghanes grâce à un soutien aérien, logistique ainsi qu'une formation.

Tout ceci continue à être justifié sous le faux prétexte de la guerre « contre le terrorisme ». En réalité, durant plus de 12 ans, l'Afghanistan a servi de base d'opérations pour établir l'influence et l'armée américaine partout dans la région dans une guerre sanglante et implacable.

Le président Obama a déjà transformé le conflit en « guerre AfPak », en intensifiant les frappes de drones effectuées au Pakistan voisin. L'Afghanistan est indubitablement un élément clé des projets mis en avant par le Pentagone pour une guerre contre l'Iran tout comme un avant-poste commode pour les machinations et les intrigues des Etats-Unis dans les républiques d'Asie centrale.

Maintenir l'Afghanistan comme une semi-colonie américaine signifie soutenir le régime vénal du président afghan Hamid Karzaï. Le véritable objectif du maintien d'une importante force de soldats des forces spéciales américains, qui sont connues pour leurs raids nocturnes et leurs meurtres de masse, est d'intimider et de terroriser la population qui est foncièrement hostile à l'occupation étrangère. Le nombre croissant des incidents nommés « verts-contre-bleus » – des soldats et des policiers afghans qui retournent leurs fusils contre les troupes étrangères – signale une colère et une hostilité bien plus grandes à l'égard de la présence continue des Etats-Unis.

Les propositions d'Allen servent de préalable aux réunions devant avoir lieu cette semaine à Washington entre Obama et Karzaï au sujet des modalités de la présence militaire américaine après 2014. Tels qu'ils sont présentés dans les médias, les pourparlers impliquent les dirigeants de deux Etats souverains, ce qui est une déformation grossière et absurde de la réalité.

Karzaï et son gouvernement sont entièrement dépendants de Washington. L'économie du pays est tributaire de l'aide internationale. Les forces de sécurité afghanes sont achetées et payées par les Etats-Unis et leurs alliés et elles comptent sur une aide militaire de l'étranger. Selon le dernier examen du Pentagone, seule une des 23 brigades afghanes est en mesure d'opérer indépendamment.

Le gouvernement Obama insiste pour dire que les troupes et le personnel américains vont conserver après 2014 une immunité judiciaire en vertu de la loi afghane. Les Etats-Unis ont déclaré ne pas avoir l'intention de garder des bases militaires permanentes en Afghanistan. Mais des installations conjointes où le personnel américain disposera d'une totale liberté d'action répondront tout autant aux besoins du Pentagone.

Les Etats-Unis et leurs alliés sont prêts à payer pour une armée afghane qui sert leurs intérêts, et non pas

pour renforcer la position du régime fantoche.

L'Afghanistan a été un terrain d'expérimentation pour le néocolonialisme du 21^{ème} siècle. L'occupation a servi de modèle aux opérations menées par les Etats-Unis en Irak, en Libye et actuellement en Syrie tandis que Washington cherche à étendre son hégémonie économique et stratégique sur les régions riches en énergie au Moyen-Orient en Asie centrale.

L'armée américaine et les agences d'espionnage sont passées maître dans l'art d'intimider, de terroriser et d'assassiner les gens qui leur sont hostiles, de soudoyer les mercenaires et les agents locaux, de manipuler les rivalités tribales et ethniques et de mettre en place et de maintenir des gouvernements dociles à souhait. La technologie est peut-être plus moderne, mais les techniques ressemblent elles étrangement à celles du colonialisme européen du 19^{ème} siècle.

Les interventions de Washington en Libye et en Syrie ont révélé au grand jour le caractère bidon de la « guerre contre le terrorisme » qui avait initialement fourni le prétexte à l'invasion américaine de l'Afghanistan. Pour pouvoir renverser les gouvernements libyen et syrien, le Pentagone et la CIA comptent fortement sur le soutien des milices sunnites islamistes, y compris celles ayant des liens avec al Qaïda. Dans bien des cas, le financement et l'armement sont fournis par les alliés du Golfe persique des Etats-Unis : les régimes despotiques d'Arabie saoudite et des Etats du Golfe.

L'Afghanistan contredit les affirmations selon lesquelles les Etats-Unis apportent la « démocratie » au Moyen-Orient. Les élections sont truquées. Le parlement afghan est un panier de crabes de factions rivales pro-Etats-Unis incluant des seigneurs de guerre et des chefs militaires tristement célèbres. Si un référendum libre devait jamais se tenir au sujet d'une occupation militaire, il en résulterait une écrasante majorité contre. Tout ceci sert de modèle à ce qui est en train d'être établi à Tripoli et à ce que les Etats-Unis s'efforcent d'établir à Damas.

L'opposition contre l'occupation afghane ne se limite pas qu'à l'Afghanistan. Des sondages d'opinion réalisés aux Etats-Unis et chez leurs alliés ont à maintes reprises révélé qu'une majorité de gens sont opposés à la guerre. Et pourtant, cette opposition ne trouve aucune expression dans l'establishment politique ou médiatique.

Les soi-disant libéraux et ceux jadis de gauche qui avaient soutenu les protestations de masse contre la guerre en Irak ont rapidement mis fin au mouvement de protestation une fois Obama arrivé au pouvoir. Ces mêmes organisations sont devenues les meneurs de claque pour les nouvelles guerres lancées par le gouvernement Obama au nom de la « démocratie » en Libye et en Syrie.

La force motrice derrière cette éruption du néocolonialisme et du militarisme est l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme. Alors même qu'il mène une offensive contre la classe ouvrière sur le plan national, le gouvernement Obama est engagé dans une tentative désespérée de consolidation de l'hégémonie américaine contre les rivaux européens et asiatiques de Washington, notamment la Chine, partout dans le monde. La conséquence en est une aggravation des tensions entre les principales puissances et le danger grandissant d'un conflit mondial catastrophique.

Le développement d'un authentique mouvement anti-guerre ne se fera que sur la base d'une perspective s'attaquant aux causes profondes de la guerre, du militarisme et du néocolonialisme : le système capitaliste lui-même.

<http://www.wsws.org/fr/articles/2013/jan2013/pers-i07.shtml>

Afghanistan: Qui tue les musulmans et pourquoi ?

Résistance afghane

Mercredi 9 janvier 2013

Au Nom de Dieu, le Tout-Miséricordieux, le Très-Miséricordieux,

L'invasion des États-Unis a ouvert la voie à la création de services de renseignement occidentaux dans notre pays. Ils utilisent des espions assujettis et des cercles régionaux de renseignement pour leurs propres intérêts égoïstes –propagation des troubles, incitation à la division entre Afghans, en tribus et en groupes et acheminement des médias régionaux sous leur influence directe afin qu'ils n'aient aucun problème à retoucher les images de l'actualité–.

Au cours des onze dernières années, les États-Unis, l'OTAN et leurs alliés n'ont pas été en mesure d'orienter la guerre en Afghanistan en leur faveur. Ils ont maintenant tourné leur attention vers les

agences de renseignement. Comme il a précédemment été rapporté sur la radio libre (*Radio Free*, le 24/04/2012), le département américain à la Défense travaille sur la formation d'un nouveau réseau de renseignement dans le cadre d'une réorganisation de la mission de renseignement. Un haut responsable du Pentagone a déclaré : « *Ces nouveaux services secrets de défense travailleront bientôt en étroite collaboration avec l'agence centrale de renseignement, de sorte que la coopération entre l'armée et la CIA s'améliorent.* »

D'autre part, le *Daily Telegraph* a rapporté, le 17 Octobre 2012, que la CIA avait donné la somme de 250 000 couronnes danoises à une femme pour qu'elle se marie avec un certain Moudjahid et lui fournisse par la suite des rapports à son sujet. Le nom du Moudjahid, de la femme et des intermédiaires sont mentionnés dans le rapport.

De nombreux événements désagréables ont eu lieu au cours de cette année dans le but de salir le Djihad (la résistance), ces événements ont automatiquement été attribués aux Moudjahidines. Par exemple, à l'Est, au Sud et à l'Ouest du pays, des jeunes filles ont été empoisonnées par un lâche. La propagande négative avait commencé contre l'Afghanistan. Plus tard, on a découvert que ces empoisonnements avaient été faits par un agent étranger afin de salir l'Émirat islamique.

Il y a en Afghanistan, un génocide contre les civils. L'écrivain américain Gordon Diff a dévoilé des choses très étranges dans son article « *Afghanistan – la guerre totale américaine du mensonge* ». Il affirme qu'il existe des preuves sur l'empoisonnement d'écolières. Les attaques organisées contre les femmes sont faites par des organismes américains, par leurs entreprises mafieuses et par leurs marionnettes présentes dans la région. Ensuite, on accuse les Talibans, uniquement pour dissimuler l'identité des véritables coupables. Ainsi, ils (les organismes américains, ndlr) atteignent leurs objectifs maléfiques.

Les dernières machinations des agents de renseignement américains consistent à poser des bombes dans des lieux publics tels que les cimetières, les marchés et les véhicules, dans le but de porter préjudice à la réputation des Moudjahidines. Ensuite, ils envoient leurs marionnettes « soutenir » ou présenter leurs condoléances aux familles endeuillées, victimes de **leurs** attentats. Ils tuent et ensuite feignent de les « pleurer »...

L'Émirat islamique promet une fois de plus à ses compatriotes qu'il ne pardonnera jamais aux assassins de civils, peu importe qui ils sont. Il ne permettra à qui que ce soit de nuire au cher peuple. Le Djihad béni continuera jusqu'à la défaite de l'ennemi occupant et jusqu'à l'établissement d'un gouvernement islamique afghan fort et indépendant. Ceci est notre position incontestée, basée sur les principes islamiques, reprise dans les déclarations, dans les messages et les conseils spéciaux du dirigeant des croyants, le Mollah Omar Moudjahid, (que Dieu le protège !

Louange à Dieu, Seigneur de l'Univers.

Source : Parti Anti Sioniste

<http://www.partiantisioniste.com/...>

Les munitions à uranium appauvri sont des armes atomiques !

[Brigitte Queck Бригитте Квек](#)

Traduit par **[Michèle Mialane](#)**

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=8916>

Le Professeur Günther, médecin allemand, a été le premier au monde à apporter la preuve que les munitions à uranium appauvri (balles, grenades et bombes) sont des armes atomiques.

Dans les années 90 il a rapporté en Allemagne dans une valise diplomatique quelques projectiles à uranium appauvri trouvés en Irak et les a fait analyser par 3 instituts scientifiques allemands, ce qui a confirmé ses soupçons selon lesquels l'OTAN aurait utilisé des armes atomiques pendant la deuxième guerre du Golfe. Une deuxième confirmation a été apportée par le mandat d'arrêt du Tribunal d'instance DE Tiergarten à Berlin, qui le 15 janvier 1993 accusait le professeur Günther d'avoir « à Berlin et autres localités de

République fédérale, conservé par devers [soi] des déchets radioactifs, en infraction avec la loi sur l'emploi de l'énergie nucléaire et des rayonnements ionisants (« Atomgesetz » de 1960-1961, remise à jour en 2002, 2010 et 2011, NdT)) ou une prescription légale découlant de cette loi, puisque [il] est Jentré en République fédérale vers le 15 juillet 1992 en possession d'une capsule d'uranium métallique pour l'utiliser comme objet de démonstration, ce qui [l']a conduit à la déposer au service de médecine nucléaire de l'hôpital Rudolf-Virchow... »

Ce projectile a une surface rêche qui libère une poussière radioactive quand on la touche. Une manipulation inadéquate du projectile crée un danger de contamination radioactive par absorption pouvant porter atteinte à la santé.

La dose libérée par la surface du projectile est d'environ 11 microsieverts (=joule/kg) à l'heure.

Pourquoi ce fait reste-t-il aujourd'hui encore dissimulé ? Parce que les USA et l'OTAN ont classé ces munitions dans les armes conventionnelles afin de pouvoir continuer à les utiliser en raison de leur grand pouvoir de pénétration.

Et toutes les organisations qui s'attaquent au problème des munitions à uranium appauvri jouent le même « jeu ». S'agit-il d'un pur hasard ?

Même les antinucléaires, en Allemagne et ailleurs, soit évitent d'aborder le problème, soit déclarent que l'emploi de munitions à uranium appauvri est contraire aux conventions de Genève et devrait donc être interdit !

Certes - et il y a là matière à se réjouir - les représentants des États membres de l'ONU, grâce entre autres au travail acharné des « Mères de Berlin et du Brandebourg contre la guerre », qui se sont obstinées à envoyer aux représentants de l'ONU et des gouvernements des courriers relatifs à ce problème, en prennent mieux conscience. Désormais 142 États membres de l'ONU s'engagent en faveur de l'interdiction des munitions à uranium appauvri dans les zones de conflit.

Mais le drame, c'est que les munitions à uranium appauvri sont des armes nucléaires et que l'emploi des armes nucléaires a été interdit dès 1996 par la Cour de justice internationale!

Une chance que tous les scientifiques ne se laissent pas acheter et/ou museler !

Car des scientifiques suisses ont aussi apporté la preuve que les munitions à uranium appauvri sont des armes atomiques !

Le Docteur en médecine Andreas Bau et le Docteur en Sciences de la nature Hans Könitzer écrivaient déjà dans l'article « Fonction et importance du potassium dans le corps humain » paru le 8 juillet 2009, dans le n° 23 journal suisse *Zeitfragen* :

"Des analyses d'échantillons de sol prélevés en Serbie (la terre analysée provenait de régions de l'ex-Yougoslavie victimes en 1999 de bombardements à l'uranium appauvri effectués par l'OTAN, Note de la rédactrice) ont donné les résultats suivants. On n'a pas découvert seulement de l'uranium et des produits de sa chaîne de désintégration, mais d'autres éléments ou substances radioactifs. Ces constatations posent de graves questions - par exemple l'un des isotopes radioactifs du potassium, présent en quantité qui ne se trouve pas à l'état naturel, n'appartient pas à la chaîne de désintégration de l'uranium, mais se forme, on le sait, en lien avec des réactions nucléaires. Après le bombardement de l'immeuble de la télévision à Belgrade, qui a fait 16 victimes, deux des cadavres n'ont pas été retrouvés. Selon le film « Jugoslawien: der vermeidbare Krieg (Yougoslavie : la guerre évitable, NdT) » ils se sont littéralement « volatilisés ». Le dégagement thermique des munitions employées a dû être démesuré - si élevé que seul l'emploi d'armes atomiques, en l'occurrence une mini-explosion nucléaire peut l'expliquer.

A-t-on testé ici une nouvelle génération d'armes nucléaires ?

Une analyse des échantillons de terre prélevés en Serbie a révélé une présence extraordinairement élevée de

potassium 40 (^{40}K), 100 fois supérieure à la proportion naturelle de cet isotope.

Le potassium 40 n'apparaît pas dans les chaînes de désintégration du thorium ou de l'uranium. Donc l'uranium ne peut être à l'origine du potassium 40.

Le ^{40}K n'a pu se former que par une mutation d'un autre élément, induite par un rayonnement radioactif. Par exemple, le calcium 40, non radioactif, se transforme en ^{40}K radioactif s'il est bombardé par des neutrons.

L'analyse ayant également révélé une concentration trop élevée d'autres isotopes radioactifs (carbone 14 et béryllium 10), il faut admettre que ces isotopes radioactifs se sont formés sur place par suite de réactions nucléaires.

CE SERAIT UN INDICE DE L'EMPLOI D'ARMES QUI ENTRAÎNENT CE TYPE DE RÉACTIONS (ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES)."

Il faut que les antinucléaires, qui lors de leurs rencontres continuent à laisser de côté les munitions à uranium appauvri (armes nucléaires de nouvelle génération), s'attaquent enfin à ce problème.

Mais c'est aussi un devoir urgent pour les juristes spécialistes du droit international que d'attirer l'attention des USA et de l'OTAN sur leurs obligations internationales et d'exiger d'eux, dans l'intérêt de l'avenir de la race humaine, l'arrêt de l'emploi des armes nucléaires dans les zones de conflit !

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19